



Motion des Syndicats CGT des Etablissements
Militaires de Bourges et Avord

A

Monsieur le Président de la République
Chef des Armées.

Monsieur le Président,

Dans quelques jours, le nouveau Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale sera rendu public.

Vous aurez à vous prononcer sur les choix majeurs qui définiront la stratégie de Défense de la France pour les 15 prochaines années.

Nous tenons à vous témoigner des vives inquiétudes que suscitent, au sein des personnels du Ministère de la Défense, des sociétés industrielles, et des établissements publics sous tutelle, les différentes informations et travaux portant sur la Réforme de l'Etat et plus particulièrement sur celle de la carte militaire.

Les diverses pistes élaborées dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, sur lesquelles va s'appuyer le « Plan MORIN », pourraient se traduire par des restructurations d'ampleur jamais égalée ; des suppressions massives de postes ; la destruction de nos capacités de soutien aux Armées.

Cela pourrait être encore plus dramatique au cas où les conclusions du Livre Blanc préconiseraient une réduction du format des armées et si la Loi de Programmation Militaire (2009-2014) entérinait des remises en cause de programmes ou des allongements d'autres.

D'ores et déjà, les annonces faites dans les médias par le Ministre de la Défense vont bien au-delà du non remplacement d'un agent public sur deux partant en retraite.

Les conséquences sociales et économiques pour l'emploi et les salariés du Ministère de la Défense, ceux des sociétés nationales que sont NEXTER, DCNS et SNPE, ceux des entreprises sous-traitantes et les collectivités locales, seraient catastrophiques.

Les orientations et les choix qui se dessinent et qui pourraient être annoncés aux personnels et à l'opinion publique le 19 juin, aboutiraient à anéantir les capacités industrielles et de soutien d'une Défense Nationale qui n'en serait plus une.

Les personnels civils du Ministère de la Défense ont payé un lourd tribut aux restructurations permanentes qui se sont traduites par une réduction de 50 % des effectifs en une quinzaine d'années.

Les salariés des sociétés publiques sous tutelle l'ont subi également, au travers des différents plans dits « sociaux », notamment pour ceux de NEXTER-GIAT dont l'emploi est passé en 16 ans de 17 000 à moins de 2 800.

Aujourd'hui, avec le triptyque RGPP, Livre Blanc et Loi de Programmation Militaire, vous vous apprêtez une fois encore, à leur faire payer le prix fort. Un tiers des effectifs de personnels civils serait supprimé.

Nous n'acceptons pas qu'au nom du prétendu objectif de réduction de la dépense publique, soient sacrifié l'outil de défense de la France, rationné voire privatisé le secteur de soutien aux forces, laminé l'emploi, remis en cause le Statut Général de la Fonction Publique.

La Réforme de la carte militaire, et celle de l'Etat, visent à un changement fondamental de celui-ci et plus largement de notre société. Elle va contraindre la France à passer d'une démocratie républicaine possédant des valeurs fortes avec des fonctions régaliennes à un Etat dépendant trop souvent des lobbies industriels dont les secteurs sensibles peuvent passer sous dominance étrangère par le biais de fusions capitalistiques non maîtrisées où comme cela a été le cas

pour l'externalisation des véhicules de la gamme commerciale du ministère à une société américaine.

Faut il également rappeler la location du terrain où est implantée une partie de la DGA à une banque émiratie ?

Au moment où votre Premier Ministre évoque le plein emploi, nous ne pouvons nous résoudre à accompagner les suppressions massives d'emplois qui sont envisagées.

Les personnels du Ministère de la Défense, ceux des sociétés sous tutelle et leurs organisations syndicales ont toujours su faire preuve d'une grande responsabilité et d'un engagement sans faille dans la réalisation des missions qui leur ont été confiées, y compris dans les périodes les plus sombres de l'histoire de notre pays.

Aujourd'hui, nous ne pouvons accepter le scénario catastrophe dont la chronique est annoncée avec la parution du Livre Blanc sur la Défense et la réduction du format des Armées, la RGPP et la destruction de la Fonction Publique, la Loi de Programmation Militaire et la révision des programmes d'équipements.

Comme notre Fédération Nationale l'a indiqué à votre Ministre de la Défense le 8 avril dernier, les personnels et leurs syndicats ne laisseront pas une telle politique être menée à terme.

C'est pourquoi, nous vous demandons solennellement, Monsieur le Président de la République, de ne pas approuver de telles orientations et options destructrices de l'outil de défense de la France, aux conséquences sociales et économiques lourdes pour les salariés et les collectivités territoriales.

Bourges le 13 juin 2008